



## Édito

# Le complexe sécuritaire d'Israël et ses limites

par Sébastien BOUSSOIS

Extrait d'"Israël entre quatre murs, la politique sécuritaire dans l'impasse", GRIP Editions, Bruxelles 2015



Questionner la sécurité d'Israël depuis 1948 a toujours été un sujet hautement polémique dans le pays comme auprès de ses alliés historiques et de la communauté internationale en général. Chacun reconnaît très rapidement le "droit d'Israël à se défendre" mais peut être pas à tout prix. Pourtant l'obsession sécuritaire d'Israël s'explique.

En effet, depuis sa proclamation le 14 mai 1948, l'État hébreu vit en « état d'urgence » permanent, c'est-à-dire en état de guerre permanent. Et il en va du coup de même, par ricochet, de ses voisins libanais et syrien, également toujours en état d'alerte. Deux pays ont connu cette même situation : l'Égypte et la Jordanie, avant de signer la paix avec l'État hébreu, respectivement en 1978 et 1994. *suite en page 2*

À propos du prix Nobel de la paix 2015  
par JF Coustillère paru dans *Atlantico.fr*  
pages 5 et 6

**CONFÉRENCE DE NOVEMBRE  
OUVERTE À L'INSCRIPTION**  
page 7  
**INSCRIVEZ-VOUS DÈS MAINTENANT**

**CONFÉRENCES PROGRAMMÉES**  
page 8

**PROGRAMME 2016 et AGENDA**  
page 9

**ILS ONT PUBLIÉ** pages 10 et 11

La lettre mensuelle vous informe sur les activités de l'association, les conférences programmées, les événements concernant la Méditerranée. Des ouvrages de personnalités œuvrant pour le rapprochement des deux rives de la Méditerranée, vous y sont proposés.

Association EUROMED-IHEDN  
chez COUSTILLIÈRE  
48, rue Gimelli - 83000 TOULON  
Tél : 06 34 19 28 79

Contact  
[entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr](mailto:entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr)  
Site [www.euromed-ihedn.fr](http://www.euromed-ihedn.fr)

Président : Jean-François Coustillère  
Chargé de communication : Daniel Valla

Retrouvez  
dans votre espace Adhérent  
[www.euromed-ihedn.fr](http://www.euromed-ihedn.fr)

le compte-rendu de  
**l'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
ORDINAIRE**  
du **jeudi 17 septembre**

ainsi que,  
le compte-rendu de la conférence  
d'octobre  
de **Ghaleb BENCHEIKH**

Il est encore temps  
de mettre à jour  
vos cotisations

en adhérant  
ou en renouvelant  
votre adhésion  
pour le cycle 2015/2016

Voir bulletin d'inscription  
(ou de réinscription) en dernière page

Soutenez  
l'association  
en complétant votre engagement  
par un don **bénéficiaire**  
de la **déduction fiscale**.

En faisant suivre  
cette lettre et les invitations  
aux conférences  
à vos amis  
vous participez  
au rayonnement  
de l'association



## Le complexe sécuritaire d'Israël et ses limites

*suite de l'édito de Sébastien BOUSSOIS*

Quand Israël gagnait toutes ses guerres, jusqu'aux années 1980, la revendication sécuritaire galvanisait ses citoyens. Maintenant que l'État hébreu peine à en gagner une seule, que ce soient les guerres successives au Liban (1982, 2006) ou contre la bande de Gaza (2010, 2012), la peur gagne encore plus la population et ne fait que renforcer son intransigeance en matière de sécurité. Il faut remonter le cours récent de l'histoire de l'État hébreu pour comprendre comment la variable sécurité et défense a pris le pas sur toute autre préoccupation dans la politique israélienne mais également dans l'imaginaire collectif. À chaque peur de se voir envahir, Israël grignote préventivement des territoires étrangers.

Le premier cas est le plus flagrant de l'Histoire : la guerre menée par Israël contre l'Égypte et la Syrie du 5 au 11 juin 1967. Connue comme la « guerre des Six Jours », elle a permis trois faits politiques majeurs : tout d'abord, les Israéliens se sont approprié le Golan, le Sinaï et la Cisjordanie ; puis, ils ont redynamisé un éthos national un peu assoupi vingt ans après la création de leur État ; enfin, ils ont modifié durablement l'économie israélienne. Dans son livre 1967, *Six Jours qui ont changé le monde*, l'historien Tom Segev l'explique très bien au fil des pages : malaise interne sur le plan économique, guerre pour reconsolider l'éthos israélien et renforcer la cohésion nationale contre un ennemi commun. Mais la réaction à ce sentiment

de peur national provoque des changements structurels profonds dans la mentalité même des Israéliens et dans la structure socio-économique même, dans un champ où l'économie dicte désormais tout. Dans un article de juin 2007 du Monde diplomatique « Comment l'occupation a transformé Israël », l'auteur israélien Meron Rapoport expose clairement les conséquences irréversibles de ce conflit sécuritaire, quarante après les faits :

*« Parfois notre mémoire nous trompe : alors que quarante années nous séparent de la guerre des Six Jours, une partie des Israéliens se plaisent à croire que la période d'avant 1967 fut un âge d'or, notre paradis perdu. Et qu'Israël, avant 1967, était une société à taille humaine et juste, où les valeurs du travail, de l'humilité et de la solidarité l'emportaient sur l'avidité et l'égoïsme. »*

Et de poursuivre sans cupidité : *« Bien évidemment, c'est une pure illusion. En 1966, le chômage avait atteint le record de 10 %, l'économie connaissait une forte récession et pour la première fois de l'histoire du pays, plus d'Israéliens le quittèrent que de nouveaux immigrants s'y installèrent. (...) À partir de la guerre des Six Jours, Israël fut considéré comme une superpuissance militaire régionale, voire internationale. Ce que l'on sait moins, c'est que la guerre modifia spectaculairement l'économie nationale. Celle-ci prospéra, la récession prenant fin et le chômage baissant*

*fortement. Quarante ans après, Israël est devenu un autre pays. »*<sup>1</sup>

Le second élément traumatique permettant de comprendre l'obsession sécuritaire israélienne est bien sûr la guerre du Kippour de 1973. Le traumatisme de tout un pays y est d'autant plus fort que personne au gouvernement ne croyait véritablement à une attaque, et encore moins à une percée, des armées égyptienne et syrienne. Nous reviendrons plus tard sur ce cataclysme national, dont le quarantième anniversaire a été commémoré en 2013, et qui fait dire à certains qui s'en souviennent qu'à cette époque, Israël a perdu sa naïveté, moins de dix ans après la guerre mythique des Six Jours.

Un troisième élément géopolitique contemporain est déterminant pour comprendre cette intransigeance sécuritaire : le premier attentat-suicide palestinien, acte de sacrifice du martyr lâchement conditionné par les groupes les plus radicaux. De l'après-Oslo<sup>2</sup> et l'assassinat du Premier ministre israélien Itzhak Rabin au déclenchement de la seconde Intifada, l'inquiétude régnait à chaque coin de rue. Particulièrement à partir de 1996, lorsque les premiers attentats-suicides viennent traumatiser toute la société : les grandes villes sont sur le qui-vive car les lieux symboliques et très fréquentés sont visés par les martyrs palestiniens. Ainsi, les Israéliens se réveillent à l'annonce d'explosions-suicides ayant eu lieu près de chez



## Le complexe sécuritaire d'Israël et ses limites

*suite de l'édito de Sébastien BOUSSOIS*

eux, ou de l'autre côté du pays : qui une gare routière, qui un bus, qui une terrasse de café, qui un restaurant, qui une synagogue, qui, enfin, un centre commercial. Depuis cette période, il n'est plus possible d'accéder à ces lieux sans contrôle de sécurité. Des agents de surveillance filtrent les personnes aux arrêts de bus et surveillent tout sac suspect. Des portails de sécurité sont installés à l'entrée de toutes les galeries commerçantes et de toutes les gares, aussi bien dans les grandes villes comme Jérusalem, Tel Aviv ou Haïfa, qu'aux carrefours stratégiques des lignes de bus en plein Néguev.

Pour l'Israélien moyen, le trauma causé à l'aveugle par ces « chahids », est à peu près aussi ancré dans son inconscient et sa mémoire que le drame du judéocide : la peur de sortir de chez soi et ne pas rentrer, celle de laisser son enfant sortir, celle de voyager. La menace est réelle et si les attentats restent finalement en nombre « limité », ils créent néanmoins le traumatisme national<sup>3</sup>. Le « Mur », la grande barrière de séparation dont la construction commence en Cisjordanie en 2002, est destiné à réduire tout cela. Si la "révolte des couteaux" en 2015 pourrait s'apparenter par les méthodes très locales et

individuelles, elle correspond aux résultats de l'épuisement d'une génération post-Oslo exaspérée et dans l'impasse. Elle est aussi le reflet d'un glissement, de la part des jeunes Palestiniens, comme des colons qui



dans les Territoires se défendent seuls et attaquent les Palestiniens plus facilement et directement qu'avant de manière offensive et défensive, vers le développement d'une justice tribale incontrôlable par l'État. Cette révolte est aussi la preuve aujourd'hui que le danger pour Israël est aussi à l'intérieur, et le résultat d'une gestion largement discriminatoire des "ses" Arabes, les Arabes israéliens, depuis 20 ans.

Un quatrième fait marquant a radicalement déstabilisé les Israéliens : la confiance en leur armée et la popularité de cette dernière, se sont progressivement effritées. En effet, si pour certains, les derniers conflits ont été des succès militaires, pour d'autres, ils

ne sont pas parvenus à leurs objectifs finaux. Pire : certains ont mis en danger la population, puisque l'armée n'a pu empêcher les roquettes de pleuvoir depuis le Sud-Liban ou la bande de Gaza jusqu'à l'installation du « Dôme de fer », système de batteries anti-missiles couvrant tout le territoire et opérationnel depuis seulement 2012. Des roquettes étaient tombées dans la banlieue de Tel Aviv encore cette année-là, fait unique dans l'Histoire que d'approcher de si près le centre névralgique du pays.

Les guerres menées par Israël ne suffisent désormais même plus à rassurer les Israéliens car ce phénomène de mythification et de succès militaire auréolé de messianisme a disparu. Et la distorsion entre la perception politique de la victoire d'une guerre et le sentiment qu'en ont les Israéliens s'accroît. Il y a une forme de fatalité au risque, au danger. C'est le cas pour la guerre de Gaza en 2008-2009 mais surtout pour celle, de trente-trois jours, du Liban en 2006. Citons de nouveau Meron Rapoport : « *Et que dire de la dernière guerre du Liban ! Si la classe politique a un temps crié victoire, seuls 20 % des Israéliens, selon une étude publiée par Haaretz une semaine avant la fin de la guerre, estiment avoir gagné.* »



## Le complexe sécuritaire d'Israël et ses limites

*suite de l'édito de Sébastien BOUSSOIS*

Une grande majorité des citoyens reconnaissent donc qu'Israël a perdu. Là est tout le drame d'une société silencieuse où le fossé se creuse entre la population et ses représentants politiques. Non seulement Israël ne gagnait déjà plus de guerres alors que son environnement était à peu près stable, mais aussi, à présent que tout le Moyen-Orient est en ébullition, un autre traumatisme s'ajoute : celui de la seconde Intifada de 2000 à 2003, qui a tout de même causé la mort de près de 1 000 Israéliens (contre 5 000 Palestiniens), et le spectre d'une troisième Intifada. Du jamais vu. Les Israéliens prennent conscience que la politique ne peut pas tout, et le militaire non plus.

Comment l'armée israélienne a-t-elle perdu de sa superbe et ce qui avait fait d'elle la prestigieuse armée qui avait construit l'État ? C'est le quatrième fait marquant de l'Histoire. Il faut se resituer dans le contexte de transformation de la nature des conflits de la fin du XXe siècle et la nouvelle géopolitique mondiale post-Guerre froide. L'explication réside avant tout dans l'inadaptation d'une armée conventionnelle, puissante dans un cadre de guerres interétatiques (du type de celle de 1967), mais largement impuissante face aux nouveaux conflits internes.

Les conflits, surtout depuis la guerre du Vietnam puis au-delà de la Guerre froide, mettent en confrontation des guérillas et des mouvements

politiques « hors-jeu » face à des armées régulières dont les outils se révèlent inadaptés (avions, hélicoptères, etc.). Véhicules et armes traditionnelles sont incapables, quoi qu'en disent les armées, d'effectuer des frappes ciblées ou de déloger des terroristes et des ennemis cachés au cœur des villes, de la population, de leurs habitations. Israël se trouve confronté à de nouveaux ennemis, insaisissables. Le Hamas et le Hezbollah mènent une guerre moderne répondant à tous les critères « contemporains » de l'art de la guerre : déterritorialisation de la menace, sanctuarisation de l'espace, attaques terroristes. Afin de faire taire les roquettes qui pleuvent depuis le Sud-Liban sur le nord d'Israël, Tsahal déclenche en juillet 2006 une offensive contre le Hezbollah de Hassan Nasrallah. Malgré d'intenses bombardements, il ne parvient toutefois pas à déloger ni éradiquer la menace du mouvement chiite, pilier politique et militaire du pays. Idem en décembre 2008, lorsque pour couper court aux roquettes Qassam du Hamas qui tombent sur le sud d'Israël et à Sderot, l'armée israélienne bombarde puis pénètre à Gaza lors de l'opération « Plomb durci ». L'intervention fait entre 1 100 et 1 300 tués côté palestinien, sans pour autant parvenir à mettre en déroute le Hamas au pouvoir, à libérer le soldat israélien Guilad Shalit, ni même à faire cesser les tirs de mortiers et de roquettes.

C'est la guerre post-moderne qui empêche l'une des armées les plus

puissantes au monde de parvenir à ses fins, de gagner des guerres qui lui étaient faciles jusqu'aux années 1980. Si le Hamas et le Hezbollah sont bien sûr moins bien armés et entraînés que Tsahal, ce sont la crainte, l'inconnu, le flou qui règnent sur leurs véritables capacités éparpillées et insaisissables qui rendent la tâche difficile. Que dire maintenant que l'Etat Islamique semble s'être implanté à Gaza malgré la re-sécurisation du Sinaï offerte par Sissi à Netanyahu? Il semble qu'Israël a joué avec le feu, un tant à soutenir le Hamas contre l'Autorité palestinienne, un temps à frapper le Jihad islamique et le Hamas à Gaza lors de guerres meurtrières, un autre temps à se rapprocher du Hamas récemment déstabilisant l'Autorité, puis s'en éloigner de nouveau. Et ce, avant tout contre la propre sécurité des Israéliens, qui à chaque guerre, reçoivent désormais des roquettes comme on l'a vu précédemment jusque Jérusalem et Tel Aviv, et ce malgré le dôme d'acier paraît-il imperméable selon le gouvernement. Ce bouclier anti-missiles n'est toutefois pas infailible comme on a pu le constater durant l'été 2014.

1 Tom Segev, 1967, *Six Jours qui ont changé le monde*, Paris, Denoël, 2007.

2 Le 13 septembre 1993, Israéliens et Palestiniens signent les accords d'Oslo, qui ont permis une reconnaissance mutuelle entre l'État hébreu et l'OLP (Organisation de libération de la Palestine) et qui prévoyait par étapes la résolution du conflit.

3 Lors de la seconde Intifada, une soixantaine d'attentats a fait environ 140 morts.



**"atlantico**  
UN VENT NOUVEAU SUR L'INFO

## À propos du prix Nobel de la paix 2015

Vendredi 9 octobre, le comité Nobel norvégien a choisi de récompenser le quartet tunisien qui s'est distingué pour « sa contribution décisive dans la construction d'une démocratie pluraliste en Tunisie après la "révolution du jasmin" de 2011».

*Entretien avec Jean-François Coustillière, publié le 10 octobre 2015*



**Atlantico.fr : Le prix Nobel de la paix 2015 a été décerné à quatre organisations civiles tunisiennes pour leur travail lors de la transition politique. Dans quelle mesure ce quartet tunisien a-t-il contribué à modifier le paysage politique du pays ?**

**Jean-François Coustillière** : A l'été 2013, deux ans après le déclenchement de la Révolte arabe en Tunisie, autrement si mal nommé « Révolte du jasmin », la situation politique et sociale dans le pays est catastrophique : assassinats politiques, accroissement de la corruption, des partis politiques déchirés, insécurité grandissante, défiance à l'égard des institutions, chômage non contrôlé, coût de la vie prohibitif, terrorisme, mouvements sociaux permanents, etc. Les islamistes d'Ennahda sont au pouvoir et ne parviennent pas à juguler la course vers la guerre civile. L'opposition laïque tente de profiter de la situation, mais elle est désunie et ne représente pas une force d'alternance. Les manifestations devant le parlement se multiplient à Tunis. L'espoir d'une révolution démocratique tunisienne est en panne.

Un quartet composé du syndicat UGTT, de l'organisation patronale Utica, de la Ligue tunisienne des droits de l'Homme (LTDH) et de l'Ordre des avocats lance, en

octobre 2013, le fameux "dialogue national". Il s'agit d'organiser des élections législatives permettant de dénouer la crise institutionnelle. Les partis reviennent à la table des négociations. Une feuille de route est adoptée. Ennahda accepte de quitter le pouvoir. Un Premier ministre technocrate est désigné. La loi constitutionnelle, sur laquelle les islamistes et les séculiers représentés au parlement ne parvenaient pas à s'entendre, est votée. Un système constitutionnel de gouvernement garantissant les droits fondamentaux pour l'ensemble de la population, sans condition de sexe, de convictions politiques (et) de croyances religieuses est mis en place. Des élections législatives sont conduites le 26 octobre 2014.

L'Assemblée des représentants du peuple remplace l'Assemblée constituante. L'élection présidentielle qui suit accorde la victoire au chef de file de Nidaa Tounes, l'actuel président tunisien Béji Caïd Essebsi. La crise est désamorcée.

La Tunisie a ainsi été sortie de la spirale dramatique qui la conduisait inexorablement à la guerre civile grâce à l'initiative du quartet précité, contribuant à la paix non seulement dans ce pays mais aussi dans la région.

Aujourd'hui l'attribution du prix Nobel de la paix à ce quartet récompense cette initiative qui a établi "un processus politique alternatif, pacifique, à un moment où le pays était au bord de la guerre civile". L'action du quartet a démontré que la société civile pouvait peser sur le déroulement des événements et faire valoir ses priorités. Elle a su désamorcer un conflit – entre partis islamistes et anti-islamistes – qui menaçait de faire basculer le pays dans le chaos, pour rendre la parole au peuple. Les Tunisiens peuvent s'en féliciter. Pour autant, le paysage politique n'a probablement pas changé et les rapports de force demeurent, tandis que la désunion des composantes laïques est toujours d'actualité. Ces caractéristiques ne sont pas très favorables à un vrai débat démocratique.



**atlantico**  
UN VENT NOUVEAU SUR L'INFO

## À propos du prix Nobel de la paix 2015

Entretien avec Jean-François Coustillère

**Laurent Fabius, ministre des Affaires étrangères, a évoqué l'"espoir" porté par cette récompense. Quant à la porte-parole du comité Nobel, elle a justifié le choix du lauréat cette année par sa volonté d'inspirer et de faire perdurer les espoirs et les vellétés démocratiques du peuple tunisien. Quelle est l'influence de ce qui s'apparente à une forme de soft-power au sein des pays du Proche ou Moyen-Orient ? Y a-t-il des risques de rejets en Tunisie ?**

**JFC** : En décernant ce prix, le comité Nobel a manifestement cherché à soutenir le processus démocratique tunisien, évidemment le plus avancé du monde arabe mais qu'il convient encore de conforter. Il s'adresse aussi sans doute aux mouvements politiques dans les autres pays arabes en leur affirmant que la société civile peut et doit se prendre en main pour affirmer ses priorités et que cela passe inévitablement par la prise en considération de toutes les composantes de la société. Enfin, il dément la propagande qui consiste à attribuer le Printemps arabe à un complot de l'Occident contre les musulmans et ce faisant sous-entend que les autres conflits dont souffrent certains pays arabes relèvent au premier chef de responsabilités arabes. Si la Tunisie a été capable de trouver en elle-même les ressources pour échapper au chaos en faisant appel à sa société civile (des syndicalistes, des juristes, des patrons et des militants politiques), pourquoi Syriens, Egyptiens, Libyens, etc. n'en feraient ils pas de même plutôt que d'attendre des solutions imposées de l'extérieur ?

Les actions de soft power conduites au Proche ou Moyen-Orient par des puissances extérieures me paraissent le plus souvent dangereuses et crisogènes. Elles sont le plus souvent, et très naturellement, motivées par les intérêts de ces puissances. Elles ont peu de chances de viser à l'intérêt des diverses composantes d'un peuple mais plutôt à s'appuyer sur l'une des composantes pour faire valoir les intérêts propres de la puissance concernée aggravant ainsi les tensions intérieures. Les nations n'agissent que très rarement par altruisme...

En revanche, l'attribution du Nobel de la paix ne relève pas, selon moi, du soft power car elle est indépendante d'un objectif national. Elle est le fait d'une organisation internationale à vocation universelle qui s'efforce de récompenser des personnes "ayant apporté le plus grand bénéfice à

l'humanité". Elle n'est donc pas suspecte de poursuivre la défense d'intérêts propres.

Il n'en reste pas moins que les choix de cette organisation d'inspiration occidentale peuvent être appréciés de diverses manières. Il est évident que pour les Occidentaux, ainsi que pour les non-Occidentaux proches de leurs valeurs, l'attribution de cette distinction est un témoignage de considération et de respect visant à encourager et à promouvoir l'initiative considérée. Cette dernière est cependant dérangeante pour tous ceux qui ambitionnent de développer un autre type de société peu portée sur la démocratie, l'Etat de droit, l'égalité et les droits de l'Homme.

Jusqu'à aujourd'hui les réactions à cet événement sont unanimement positives tant dans la presse que sur Internet même si certaines se contentent d'un communiqué plus que succinct. On peut redouter que dans les jours à venir des communications soient moins élogieuses et dénoncent l'ingérence, l'instrumentalisation occidentale et la récompense de la soumission au modèle préconisé par les Occidentaux sans égard pour les autres modèles ...

Il est à souhaiter que ce risque ait été bien évalué pour que cette fête ne se transforme pas en un dénigrement collectif qui pourrait raviver les tensions en Tunisie et détruire une partie du splendide travail effectué par le quartet.

Il pourrait aussi, en Egypte, Syrie, Libye etc. contribuer à nourrir les forces du mal qui auraient intérêt à contrebattre l'émergence d'initiatives de la société civile s'inspirant de l'exemple tunisien. La démarche aurait alors été bien contre-productive. En attendant, ne boudons pas notre plaisir !

**Les intrusions du monde occidental au Proche et Moyen-Orient ont-elles été parfois salutaires ?**

**JFC** : La question s'adresserait plus utilement à un historien, ce que je ne suis pas. Néanmoins je ne parviens pas à identifier, tout au long des XX et XXIème siècles, une intrusion du monde occidental qui ait été porteuse de paix et de prospérité tant au Proche qu'au Moyen-Orient.

<http://www.atlantico.fr/decryptage/nobel-paix-au-quartet-dialogue-tunisien-force-et-limites-prix-tres-occidental-coustilliere-jean-francois-2376913.html>



## Les entretiens d'Euromed-IHEDN

### Conférence de novembre ouverte à l'inscription

L'inscription est obligatoire (Plan Vigipirate activé). Vous pouvez vous inscrire dès maintenant.

Par courriel : [entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr](mailto:entretiens.euromed.ihedn@wanadoo.fr) ou par téléphone au 06 34 19 28 79

Pour toute information complémentaire, rendez-vous sur le site [www.euromed-ihedn.fr](http://www.euromed-ihedn.fr)

Notre invité sera **Sébastien BOUSSOIS**,

sur le thème :

# Israël entre quatre murs : le complexe de sécurité face aux Printemps arabes



Sébastien Boussois, chercheur associé à l'ULB (Université libre de Bruxelles), au Centre Jacques Berque (CNRS-Rabat) et à l'Observatoire du monde arabe de l'UQAM (Université de Montréal-Québec).

Il est par ailleurs président du CCMO (Cercle des chercheurs sur le Moyen-Orient),

conseiller scientifique à l'Institut MEDEA (Institut de coopération méditerranéenne et euro-arabe) à Bruxelles et auteur de nombreux ouvrages dont *Sauver la mer Morte, un enjeu pour la paix au Proche-Orient* (Armand Colin, 2012) et *Gaza, l'impasse historique* (éditions du Cygne, 2014).

« *L'armée et la sécurité sont la véritable religion de ce pays* », s'inquiète Gideon Levy, journaliste du Haaretz. Pour l'État d'Israël, la question du « vivre en sécurité » tourne, en effet, à l'obsession. Telle une « villa dans la jungle » – expression d'Ehud Barak – il a développé une vraie culture de la forteresse assiégée. Pour se protéger, Israël se replie, s'enferme, mise sur sa force militaire, se lance dans des guerres préventives au nom de la « légitime défense », colonise les terres « incertaines » à ses frontières... À Jérusalem-Est, « judaïser » des quartiers devient ainsi synonyme de sécurisation. Mais cette politique pose question puisqu'elle s'avère incompatible avec l'existence et les droits des Palestiniens...

#### À MARSEILLE

Organisée en partenariat avec la Villa Méditerranée dans le cadre des Mardis de la Villa

**Mardi 17 novembre**

cette conférence se tiendra à la **Villa Méditerranée** Centre International pour le Dialogue et les Échanges en Méditerranée Esplanade du J4 à Marseille.

**Date limite d'inscription à la conférence : lundi 16 novembre**

**Un dîner est organisé autour de notre invité**

Nombre de places limité : inscription jusqu'au mercredi 11 novembre

Le montant du dîner est de 32 €.

Les chèques sont à libeller au nom de :

Restaurant **LES ARCENAUUX** .

#### À PARIS

**Mercredi 18 novembre**

amphithéâtre Suffren, à l'Ecole militaire.

**Date limite d'inscription à la conférence : vendredi 13 novembre**

**Pensez à communiquer vos date et lieu de naissance lors de votre inscription : plan vigipirate renforcé oblige.**

**Un dîner est organisé autour de notre invité au Cercle de l'Ecole militaire,**

Nombre de places limité :

inscription jusqu'au mercredi 11 novembre

Le montant du dîner est de 35 €.

Les chèques sont à libeller au nom de :

Association **Euromed-IHEDN**.



## Les entretiens d'Euromed-IHEDN

### Prochaines conférences au programme, non ouvertes à l'inscription

Ces dates et ces thèmes sont maintenant définis.

Vous en trouverez les évolutions dans nos prochaines Lettres Mensuelles et sur le site [www.euromed-ihedn.fr](http://www.euromed-ihedn.fr)



Mercredi 2 décembre à Paris  
Mardi 15 décembre à Marseille

#### **Rôle du Qatar en région méditerranéenne**

par Christian CHESNOT

*Grand reporter au service étranger de France Inter depuis 2005. Arabisant, il est spécialiste du Moyen-Orient. Il a été correspondant free-lance en Egypte (1990-1992) et en Jordanie (1999-2004) jusqu'à sa prise d'otage en 2004.*



Mercredi 20 janvier à Paris  
Mardi 12 janvier à Marseille

#### **La Méditerranée au Moyen âge : les hommes et la mer**

par Michel BALARD

*Agrégé d'histoire, il a été membre de l'École française de Rome de 1965 à 1968. Il est aujourd'hui professeur émérite de l'université de Paris-I Panthéon-Sorbonne.*

*Directeur de collection chez Hachette Supérieur.*

*Président de la Société Historique et Archéologique de Sucy-en-Brie (SHAS).*

*Président de la Fédération des sociétés historiques et archéologiques de Paris et de l'Île-de-France qui rassemble une centaine de sociétés de la région..*



Mercredi 10 février à Paris  
Mardi 23 février à Marseille

#### **La dimension méditerranéenne de la sécurité algérienne**

par Abdelnour BENANTAR

*Maître de conférences à l'Université Paris 8. Docteur en sciences politiques-relations internationales, il travaille essentiellement sur les questions de sécurité en Méditerranée (rapports euro-méditerranéens, rapports OTAN - pays méditerranéens, relations inter-maghrébines, inter-arabes et arabo-moyen-orientales). Il est auteur de plusieurs ouvrages dont le plus récent est : Le Moyen-Orient en quête d'un ordre régional (1945-2000), L'Harmattan / Fondation pour la recherche stratégique (Paris, 2015).*

### *Soirées réservées aux membres adhérents*



Jeudi 3 décembre à Marseille  
*organisé à Marseille  
à l'Ecole de la 2ème chance.*

Mercredi 16 décembre à Paris

#### **La question du droit maritime autour des nouveaux gisements en Méditerranée orientale**

par Philippe DEZERAUD

*Commissaire en chef de la Marine (ER),  
membre fondateur et administrateur de  
l'association*

Si la conférence de mai 2015

par Sébastien ABIS

*Analyste politique,*

*Conseiller au Secrétariat Général du CIHEAM.*

portant sur **Les insécurités alimentaires**

vous a intéressé,

vous pouvez en savoir plus sur :

#### **Le blé, production-phare de la sécurité mondiale**

*en suivant le lien*

[http://www.ocemo.org/Du-concret-en-Mediterranee-NL-N-11\\_a585.html](http://www.ocemo.org/Du-concret-en-Mediterranee-NL-N-11_a585.html)





## Les entretiens d'Euromed-IHEDN

### Conférences en préparation

Ces dates et ces thèmes sont maintenant définis.

Vous en trouverez les évolutions dans nos prochaines Lettres Mensuelles et sur le site [www.euromed-ihedn.fr](http://www.euromed-ihedn.fr)

Mardi 22 mars à Marseille  
Mercredi 23 mars à Paris

**Isabel SCHAFFER**  
**La politique de développement  
allemande  
en Afrique du Nord depuis 2011**

Mercredi 13 avril à Paris  
Mardi 19 avril à Marseille

**Jean-Paul CHAGNOLLAUD**  
**Panorama  
du Proche-Orient**



Mardi 17 mai à Marseille  
Mercredi 18 mai à Paris

**Gilbert BUTI**  
**Caravanes et caravaniers  
en Méditerranée  
au XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup>**

Mardi 14 juin à Marseille  
Mercredi 15 juin à Paris

**Farah HACHED**  
**Dialectique  
Sécurité/Liberté**

## Agenda

*Retenez dès maintenant  
les dates des Conférences  
du premier semestre 2016*

### à Marseille

Mardi 12 janvier

Mardi 23 février

Mardi 22 mars

Mardi 19 avril

Mardi 17 mai

Mardi 14 juin

### à Paris

Mercredi 20 janvier

Mercredi 10 février

Mercredi 23 mars

Mercredi 13 avril

Mercredi 18 mai

Mercredi 15 juin



## Nos membres ont publié



CONFLUENCES MÉDITERRANÉE N°94 ÉTÉ 2015

Crises sans frontières

- Crise : les deux versants d'un mot  
par **Pierre BLANC**

<http://www.confluences-mediterranee.com/Crise-les-deux-versants-d-un-mot>

- L'Union européenne (UE) et ses partenaires  
face au besoin de sécurité en Méditerranée  
par **Jean-François COUSTILLIÈRE**

<http://www.confluences-mediterranee.com/L-Union-europeenne-UE-et-ses>



MAGHREB MACHREK, n° 221

L'Algérie une stabilité illusoire ?

<https://www.cairn.info/revue-maghreb-machrek-2014-3.htm>

- Politique extérieure et politique intérieure algérienne :  
la résistance révolutionnaire au service de la résilience autoritaire ?  
par **Louisa Dris-Aït HAMADOUCHE**

- L'évolution de l'environnement stratégique de l'Algérie  
post-Printemps arabe  
par **Djallil LOUNNAS**

- Les médias en Algérie : un espace en mutation  
par **Cherif DRIS**



QUESTIONS INTERNATIONALES,

SEPTEMBRE-OCTOBRE 2015 N°75

Les nouveaux espaces du jihadisme : menaces et réactions

<http://www.lgdj.fr/questions-internationales-septembre-octobre-2015-n-75-3303331600756.html>

- Entre sunnites et chiites : l'Irak, terreau de l'État islamique  
par **Myriam BENRAAD**

- Des convertis extrêmement motivés  
par **Mathieu GUIDÈRE**

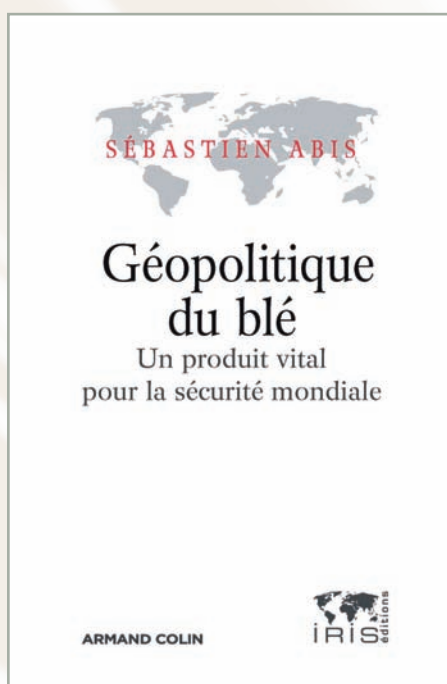
- Les pays arabes face au terrorisme islamiste : de la révolte  
à la révolution  
par **Jean-François DAGUZAN**

- Les monarchies du Golfe face aux terrorismes islamistes  
par **Emma SOUBRIER**



## Présentation et dédicace de *Géopolitique du blé*

Sébastien ABIS dédicacera son ouvrage et partagera avec vous un verre de l'amitié offert par GEM. Ce sera une nouvelle fois l'occasion de passer un excellent moment entre passionnés de géopolitique.



### Mercredi 9 décembre à 18 h

70 Rue du Ranelagh, 75016 dans les locaux de GEM à Paris

#### Entrée libre mais inscription obligatoire

[http://www.meetup.com/conference-geopolitique-paris-diploweb/events/226080996/?\\_locale=fr](http://www.meetup.com/conference-geopolitique-paris-diploweb/events/226080996/?_locale=fr)

Produits de base, **énergie et minerais** sont devenus des produits stratégiques, des ressources sous tension dont la géopolitique ne cesse d'évoluer. Quelques exemples seront présentés et discutés par B. Mérenne-Schoumaker, docteur en Sciences géographiques et professeur émérite de l'Université de Liège. Elle présentera le pétrole à travers l'exemple des Etats-Unis, le gaz naturel à travers celui de la Russie, les terres rares à travers celui de la Chine ou encore la ruée vers les ressources des dernières zones vierges du globe comme les domaines océaniques profonds ou l'Arctique.

Dans un contexte de croissance de la population mondiale et de rareté des ressources, la sécurité alimentaire conditionne la stabilité des Etats et la paix dans le monde. S. Abis, administrateur au Secrétariat général du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) présentera **le blé**. Ce produit incarne à quel point une matière première alimentaire détermine la sécurité mondiale et l'évolution des relations de pouvoir entre les rares pays producteurs et les pays importateurs. Plus discret que le pétrole et longtemps grand oublié des enjeux internationaux, le blé n'en est pas moins une matière première au coeur des jeux de pouvoirs internationaux.

L'auteur dédicacera son ouvrage consacré à ces sujets... et partagera avec vous un verre de l'amitié offert par GEM. Ce sera une nouvelle fois l'occasion de passer un excellent moment entre passionnés de géopolitique.

## Géopolitique du blé

### Un produit vital pour la sécurité mondiale

par Sébastien ABIS

*Membre du Conseil scientifique d'Euromed-IHEDN.*

*Administrateur au Secrétariat général du Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) et chercheur associé à l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Il est spécialisé sur les enjeux stratégiques de l'agriculture, des céréales et du bassin méditerranéen.*

IRIS Editions/Armand Colin  
juillet 2015

<http://www.iris-france.org/publications/geopolitique-du-ble-un-produit-vital-pour-la-securite-mondiale/>



# Association Euromed-IHEDN - Cycle 2015/2016

Association reconnue d'intérêt général

Bulletin à compléter et à renvoyer en joignant votre règlement par chèque à l'ordre de Association Euromed-IHEDN  
à l'adresse suivante : EUROMED-IHEDN chez COUSTILLIÈRE - 48, rue Gimelli - 83000 TOULON

Nom ..... Prénom .....

Prénom du conjoint si adhésion en couple .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Courriel .....

Tél. ....

Fax .....

## Bulletin d'adhésion Cycle 2015/2016

Je souhaite devenir membre  
ou renouveler mon adhésion  
à l'association Euromed-IHEDN

**Je règle la cotisation annuelle d'un montant de**  
cocher la case correspondant à votre choix :

- 60 € (une personne)  
 90 € (couple)  
 Étudiant (gratuit)

La qualité d'adhérent donne lieu à l'attribution d'une  
carte de membre actif d'Euromed-IHEDN valable  
pour la durée du cycle en cours : septembre 2015  
à juillet 2016.

## Bulletin de générosité

Je soutiens l'association Euromed-IHEDN  
dans ses projets en faveur de la sensibilisation  
aux enjeux euro-méditerranéens.

**Je désire bénéficier de la réduction fiscale prévue**

**Comment réduire votre impôt sur le revenu**

**66 %** du montant de votre don sont déductibles de votre impôt  
sur le revenu dans la limite de 20% de votre revenu imposable.

un don de **100 €**

ne vous coûtera réellement que **34 €**

Je vous adresse un don

de ..... €

Vous recevrez un reçu fiscal avec votre carte d'adhérent

